

BIBLIOTHEQUE

Manga Ndjé (Henriette),

Les Pygmées face à l'école et à l'État. Les Baka de l'Est Cameroun, Paris, L'Harmattan, 2009, 373 pages.

Le livre aborde le problème d'intégration sociale des Pygmées Baka par le biais de l'école. Le mode de vie des Pygmées les contraint dans une certaine mesure au refus de la modernité ; ce qui n'est pas un mal en soi. L'acceptation de l'école moderne devrait être conçue en complémentarité avec l'école traditionnelle. La destruction de la forêt, si chère aux Pygmées, cause un préjudice que nous subissons tous car les essences qu'elle contient sont utiles à la pharmacopée dont dispose le peuple Pygmée. Le respect de la tradition permet une affirmation de son identité culturelle sans toutefois conduire à l'aliénation. Toutes les sociétés sont sujettes à des mutations. Les Pygmées ne font pas exception.

Béréni (Laure) et Jaunait (Alexandre) (dir.) ,

Usages de la diversité, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, 220 pages.

Depuis les années 2000 en France, le discours de la diversité semble s'être imposé comme une évidence dans le vocabulaire d'une pluralité d'acteurs sociaux. En effet, comment pourrait-on s'opposer à la diversité ? Le concept paraît s'insérer parfaitement dans le champ lexical du libéralisme, en renvoyant à la pluralité, l'harmonie, l'échange et la tolérance, en même temps qu'il semble s'arrimer à l'évidence de la nature (la « biodiversité »). Cependant, si le vocabulaire de la diversité s'impose, c'est aussi par la « force du flou », du fait de la plasticité d'une notion qu'on érige d'autant plus facilement en référence qu'elle ne renvoie pas à un contenu normatif précis. Plutôt que de chercher à définir substantiellement la diversité, ce dossier propose d'en interroger les usages sociaux en soulignant ses caractéristiques

récurrentes et ses contradictions selon les contextes institutionnels et nationaux où elle circule, et en fonction des champs dans lesquels elle est mobilisée.

Nadeau (Christian) et Saada (Julie),

Guerre juste, guerre injuste. Histoire, théories et critiques, Paris, PUF, 2009, 153 pages.

Le retour des doctrines de la guerre juste dans les discours des grandes puissances pourrait suffire à en condamner le concept. Ces doctrines ne servent-elles pas de masque aux puissances qui tentent de justifier leurs entreprises impérialistes sous prétexte d'interventions armées faites au nom du droit, de l'humanitaire ou de la démocratie ? Si vouloir la justice au prix de la guerre revient souvent à imposer sa propre conception du juste, la réalité même de la guerre – l'usage de la violence armée à des fins politiques - la couperait néanmoins du droit comme de la morale. *Du droit*, dès lors que ce dernier se réduit à l'expression des rapports de force qu'il entérine et demeure incapable de faire respecter les principes sur lesquels il se fonde, surtout au niveau international où règne la lutte de

chacun contre tous. *De la morale*, comprise comme un discours inapte à expliciter la politique et à la transformer. Faut-il alors condamner d'emblée toute réflexion sur la guerre juste ? Une telle condamnation de principe récuserait toute forme d'examen philosophique de notions morales dès lors que des crimes ont été commis en leur nom. Toute évaluation normative, comme toute critique politique, deviendrait impossible. Et comment blâmer le mauvais usage des concepts moraux sans en connaître d'abord le sens ? Dénoncer une guerre comme injuste, ou refuser les usages politiques qu'on peut en faire, suppose des critères de justice applicables à la guerre. A partir de leur histoire intellectuelle, de leurs argumentaires contemporains et d'une comparaison avec les normes du droit international public, cet ouvrage entend exposer les doctrines de la guerre juste afin d'en évaluer les arguments et offrir des outils conceptuels permettant un point de vue critique sur les guerres. Trois grands axes de la théorie sont présentés : le droit de la guerre (*jus ad bellum*) ; le droit dans la guerre (*jus in bello*) et le droit d'après-guerre (*jus post bellum*).

Michel (Wieviorka),

Neuf leçons de sociologie,
Paris, Robbert Laffont, 2008,
330 pages.

D'immenses transformations modifient la planète et les outils disponibles pour penser ces phénomènes évoluent à grande vitesse. En quelques années, la génération de chercheurs en sciences sociales de Wieviorka a vécu l'effondrement du fonctionnalisme, le triomphe, puis le déclin du structuralisme, l'apogée, puis l'affaiblissement du marxisme, les succès de l'interactionnisme symbolique, la montée en puissance de diverses variantes de l'individualisme méthodologique, le retour du thème du Sujet, etc.

Il y a là non pas une crise, mais une mutation dans nos façons de réfléchir et d'aborder un monde en changement. Cette mutation concerne toutes les disciplines du savoir, et pas seulement les sciences sociales, mais celles-ci sont en première ligne, et appelées à jouer un rôle central. Ce livre met en valeur les instruments d'analyse les plus prometteurs. Il aide aussi à étudier à leur lumière des phénomènes tels que les mouvements sociaux, la diversité, la mémoire, la violence, le terrorisme

ou encore le racisme, afin d'appréhender dans toute son épaisseur le monde dans lequel nous vivons.

Onana (Janvier),

Initiation à la Science
Politique. La notion, le mode
de connaissance, les savoirs,
Paris, L'Harmattan, 2010, 158
pages.

Ce manuel prépare à l'étude des divers savoirs dits de *science politique*, savoirs dont la distribution s'étale sur l'ensemble des parcours de formation conduisant de la Licence au Master. La science politique est tour à tour envisagée comme notion, comme *mode de connaissance*, et comme *champ d'études*.

Aux trois objectifs déclinés correspondent autant d'articulations principales dans l'ouvrage, qui ont cependant pour préoccupation commune de répondre, chacune à partir d'une perspective spécifique, à la question essentielle suivante: qu'est-ce que la science politique ?

Enfin, l'ouvrage a un enjeu essentiellement pédagogique. Les premiers lecteurs visés sont donc

naturellement les étudiants des formations en science politique et en sciences juridiques. Il s'adresse aussi à tous ceux qui, venant de formations initiales autres, se préparent aux concours administratifs.

Hermet (Guy), Kazancigil (Ali) et Prud'homme (Jean-François) dir.) ;

La gouvernance : un concept et ses applications, Paris, Karthala, 2008, 225 pages.

Le mot gouvernance revient désormais à tout propos, comme une espèce de brevet de compétence que les dirigeants qui l'utilisent à profusion se décernent à eux-mêmes, mais sans que « les gouvernée » ne comprennent en général de quoi ils parlent précisément. Cet ouvrage se propose d'éclairer « ce que gouvernance veut dire », sous ses multiples angles d'application et depuis divers lieux : l'Europe, le Mexique et l'Amérique du Nord. Le mot souvent ne fait guère que se substituer à celui de Gouvernement, sans rien y ajouter, sinon une totalité caressante inspirée par la mode. D'autres fois, pourtant, il possède des significations bien définies, mais malheureusement dispersées,

applicables selon les cas à la conduite des entreprises, ou bien à la gestion des villes, ou encore au fonctionnement d'un système international en quête de procédures nouvelles. Cela sans oublier la « bonne gouvernance » exigée des pays pauvres par la Banque Mondiale, de même que la gouvernance européenne qui est synonyme du mode de gouvernement post-étatique de l'Union Européenne. Au constat de tous ces frémissements qui modifient l'art de mener les peuples, une question cruciale surgit finalement à l'esprit. La gouvernance n'est-elle qu'une simple méthode ou technique nouvelle de « management » de nos sociétés ? Ou bien ne faudrait-il pas y voir déjà le nom d'un régime en gestation, futur certes, mais proche, celui d'une après-démocratie qui s'insinuerait dans nos pays sans que nous y prenions encore garde ?

***Charillon (Frédéric),
Les Relations Internationales,
Paris, La Documentation
Française, 2006, 206 pages.***

Les relations internationales aujourd'hui intriguent l'observateur, intéressent le citoyen, inquiètent ou fascinent le décideur. Dans un monde

caractérisé par la multiplication des acteurs (depuis les grands Etats jusqu'aux mouvements religieux ou aux mafias), et travaillé par des tendances contradictoires, de l'intégration régionale au repli identitaire, les processus classiques de la guerre ou de la paix se transforment, tandis que se font jour de nouvelles préoccupations, comme l'éthique ou l'environnement. Ces phénomènes globaux mobilisent toujours plus de forces politiques et sociales, qui constituent la nouvelle société mondiale.

Le but de ce recueil est d'éclairer, autant que possible, l'ensemble des interactions qui font à l'heure actuelle la politique internationale. Sans parti-pris théorique, les contributions des spécialistes rassemblées ici dressent un bilan des connaissances, suggèrent des pistes, soulèvent des interrogations. Illustrées de cartes et de schémas, et récapitulantes, dans un souci de clarté mais aussi des précisions, les problématiques les plus récentes, les notices donneront au lecteur les clés pour découvrir l'essentiel, tout en ouvrant vers les travaux plus spécialisés, dont les plus pertinents sont indiqués en bibliographie. Ce panorama des grandes tendances et des grands enjeux actuels reflète la

richesse d'un espace mondial qui ne se laisse résumer par aucune équation simpliste.

Darras (Eric) et Philippe (Olivier) (dir.),

La Science Politique. Une et multiple, Paris, L'Harmattan, 2004, 314 pages.

La science politique française - les chapitres de ce livre en donne presque tous l'exemple - se perçoit aujourd'hui comme légitime, et, assurée de l'être, elle ne mesure plus sa légitimité à celles des disciplines qui pourraient paraître peu ou prou concurrentes. Les disciplines de l'arc des sciences sociales sont acceptées dans leur validité scientifique et dans leur diversité interne. Le débat entre disciplines redevient possible et peut avoir sa pleine fécondité. L'événement vaut d'être commenté. Il clôt une période, sur laquelle il n'est pas utile de revenir, où la science politique française vivait fort mal ses relations avec les disciplines voisines, le droit, la sociologie, l'histoire, l'économie, d'autres encore. Tantôt la science politique était conçue comme devant se fondre dans l'une ou l'autre de ces disciplines, et par exemple la sociologie, tantôt, elle s'érigait en

machine de guerre contre ses voisines, affirmant détenir seule la compréhension des phénomènes, et par exemple de la « force droit ». Cette période est révolue. Ce n'est pas pour autant la fin de l'histoire.

Eboko (Fred), Abe (Claude) et Laurent (Christian) (dir.),
Accès décentralisé au traitement du VIH-SIDA. Evaluation de l'expérience Camerounaise, Paris, ANRS, 2010, 324 pages.

Le Cameroun connaît une progression exponentielle du nombre de patients atteints du sida sous traitement antirétroviral (quelques centaines au début des années 2000, contre plus de 75 000 aujourd'hui). Les autorités camerounaises se sont engagées, dès 2002, dans un ambitieux programme de décentralisation de l'accès aux antirétroviraux.

Afin d'en évaluer les effets, l'ANRS a soutenu, depuis 2006, une recherche opérationnelle de grande envergure, avec quatre programmes de recherches multidisciplinaires, menés par des équipes camerounaises et françaises, sur l'ensemble des dix régions du pays. Cet ouvrage présente les résultats de ces recherches. Il

constitue un pas important dans la connaissance scientifique et pratique de la question de l'accès au traitement du sida au Cameroun et en Afrique. Il analyse les conditions politiques, économiques et structurelles qui permettent une prise en charge pertinente des personnes vivant avec le VIH/Sida. Il souligne également les limites liées aux faiblesses structurelles du système de santé, et propose les pistes et les moyens à promouvoir pour inscrire le Cameroun dans une dynamique s'adaptant aux progrès thérapeutiques et au contexte international. En termes d'action publique de santé, la pierre angulaire des enseignements interdisciplinaires de ce livre se situe à l'articulation du global, du national et du local.

Sosoe (K.L.) (dir.);
Diversité humaine. Démocratie, multiculturalisme et citoyenneté. Paris, L'Harmattan et Presses de l'Université de Laval, 2002, 569 pages.

Comment redéfinir aujourd'hui la citoyenneté moderne dans les sociétés qui se veulent pluralistes, démocratiques et laïques ? Comment concilier la promesse des Modernes de traiter à égalité tout être humain avec

la reconnaissance de la différence ou des particularités, sans faire éclater le principe du traitement égal ? Jusqu'où le discours identitaire et celui de l'appartenance à une culture ou à un groupe quelconque peut-il se déployer au sein des démocraties modernes sans assigner aux individus des identités semblables à celle qui caractérisaient les sociétés traditionnelles et sans le risque d'un « re-enracinement » en des lieux et en des histoires dont ils voudraient, en tant qu'individus, s'arracher ? À quelles conditions pouvons-nous rendre compatibles les droits universels de l'humanisme abstrait avec certaines revendications du droit à la différence culturelle, religieuse ou sexuelle et à la différence de l'âge, avec des références historiques politiques particulières, sans courir le risque d'un impérialisme culturel ? Et quelles que soient nos convictions, quels que soient les récits de nos origines, quelle lecture sommes-nous en droit de nous permettre des Déclarations régionales des droits de l'homme ?

Dabène (Olivier), Geisser (Vincent) et Massardier (Gilles) (dir.),

Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIème siècle. Convergences Nord-Sud. Mélanges offerts à Michel Camau, Paris, La Découverte, 2008, 334 pages.

Relégué au « musée des horreurs politiques », l'autoritarisme semblait devoir être emporté par la vague de démocratisation qui a touché aussi bien l'Amérique latine, l'Afrique noire et le monde arabo-musulman que, plus récemment, les anciennes « démocraties populaires » est-européennes. Pourtant, la défaite de l'autoritarisme sur le terrain de la légitimité internationale n'a pas toujours produit de mutations décisives des relations de pouvoir au sein des Etats. La libéralisation des économies, loin d'entraîner celle des scènes politiques internes, a renforcé le pouvoir personnel des autocrates, la mainmise des « clans » sur les richesses nationales et la manipulation des urnes.

Pire, montrent les auteurs, l'autoritarisme surgit là où on ne l'attendait plus, au cœur même des systèmes « pluralistes » d'Europe et d'Amérique du Nord. Les hymnes à la « bonne gouvernance » de la Banque

Mondiale, du FMI et de l'Union européenne sonnent en réalité le glas des principes fondateurs de la démocratie représentative. Car la fétichisation des modes contractuels et négociés entre les groupes de pression, les lobbies économiques et les pouvoirs transnationaux contribuent davantage à affaiblir les mécanismes de représentation démocratique.

Dans le contexte post-11 septembre, où la question sécuritaire est devenue un

enjeu majeur pour les démocraties occidentales comme pour les régimes autoritaires du Sud, la prédiction du philosophe Ralf Dahrendorf pourrait bien se révéler exacte : le XXI^e siècle sera le siècle de l'autoritarisme.

Savidan (Patrick),

Le multiculturalisme, Paris, PUF, Que sais-je ?, n° 3236, 2009, 125 pages.

La diversité ethnoculturelle n'est pas nouvelle. C'est une donnée de base de l'histoire. La nouveauté réside dans l'idée d'une nécessaire prise en compte par l'Etat de cette diversité qui caractérise la population. Dans un monde globalisé, le besoin de réévaluer le lien entre liberté

individuelle et culture d'appartenance se fait pressant. Mais comment prendre en compte les différences sans induire des inégalités ?

Parce qu'il engage les conceptions et les pratiques contemporaines de la citoyenneté, le modèle multiculturaliste d'intégration correspond bien à un véritable changement de paradigme dont il faut apprécier le sens, la portée, la valeur et les risques. Au travers de la question du multiculturalisme, c'est en fait le devenir de l'Etat démocratique qui est interrogé.

Poirmeur (Yves) et Mazet (Pierre) (dir.),

Le métier politique en représentations, Paris, L'Harmattan, 1999, 419 pages.

Le fait de parler de métier politique conduit à admettre une autonomisation croissante des rôles politiques. L'activité politique devient aussi de plus en plus spécialisée. L'ouvrage aborde le métier politique sous l'angle de ses représentations : représentations de l'activité politique et qualités requises pour l'exercer. L'idée récurrente qui traverse le livre est que l'activité politique relève plus

d'un sacerdoce et surplombe toutes les autres activités sociales.

Gazibo (Mamoudou) et Thiriot (Céline) (dir.),

***Le politique en Afrique. Etat des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, 2009, 366 pages.**

Comment comprendre l'Afrique et ses principaux enjeux politiques contemporains ? À partir de quelles grilles d'analyse et avec quelles approches travaillent les africanistes ? Comment se situent ces derniers par rapport aux analyses générales en science politique ? Quelles sont les pistes de réflexion nouvelles qui ressortent de ces débats ? Voilà les principales questions transversales aux textes présentés dans ce livre qui propose un état des lieux des travaux sur le politique en Afrique en les arrimant aux théories et concepts de la science politique, avec des bibliographies sélectives.

Vingt ans après *Les Afriques Politiques*, des spécialistes de l'Afrique passent en revue les enjeux contemporains et les problématiques dominantes du continent : l'État, l'autoritarisme, la démocratisation, les identités, les mobilisations et

modes de participation politiques, la société civile, l'administration, les politiques publiques, les relations internationales, le développement.

Loin de receler des réalités irréductibles qui échapperaient à la compréhension et à l'analyse de la science politique, l'Afrique offre aussi bien des terrains propices à l'analyse d'objets classiques de la science politique que des terrains d'observation sur des enjeux uniques et féconds. Plus encore, l'étude des terrains africains peut permettre de développer de nouveaux questionnements, de saisir de nouveaux objets et de produire des connaissances non seulement utiles aux chercheurs d'autres aires géographiques, mais aussi à ceux de la science politique en général.

Nay (Olivier),

***Histoire des idées politiques*, Paris, Armand Colin, 2007, 592 pages.**

Comment les hommes comprennent-ils leur époque ? Comment envisagent-ils leur avenir ? Quelle influence leurs idées exercent-elles sur la société ? Quel lien existe-t-il entre la philosophie, le droit, la religion et les grandes luttes

politiques qui divisent le corps social ? Autant d'interrogations que les historiens de la pensée tentent de décrypter avec le regard du présent.

Cet ouvrage offre, avec ses 480 auteurs référencés, un vaste panorama des idées politiques de l'Antiquité gréco-romaine à nos jours. Il revient sur les grandes questions qui se sont posées à la réflexion politique : les conceptions antiques de la citoyenneté et de la loi, les désaccords entre la théologie et les « sciences nouvelles », les incertitudes de la pensée monarchique, la progression de l'idée démocratique, la confrontation entre socialisme et libéralisme, jusqu'aux débats actuels sur le communautarisme et le multiculturalisme.

Dans une perspective ouverte sur l'histoire sociale et politique, l'auteur procède à une analyse rigoureuse des grands débats philosophiques et juridiques qui ont contribué la formation de la pensée occidentale. Au-delà du simple inventaire des œuvres, il retrace la marche des idées politiques à travers les siècles, en les confrontant aux grandes évolutions sociales, économiques et culturelles qui ont marqué l'histoire.

Cohen (Antonin), Lacroix (Bernard) et Rintort (Philippe) (dir.),

Nouveau manuel de Science Politique, Paris, La Découverte, 2009, 786 pages.

Le nouveau manuel de science politique propose une vaste présentation des connaissances disponibles en science politique. Unique manuel collectif en langue française, mobilisant l'expertise de plus de 70 auteurs, il réunit les meilleurs spécialistes des nombreux thèmes abordés.

La diversité de ces thèmes, des objets les plus classiques de la discipline aux sujets les plus contemporains, le traitement novateur de certaines questions, l'attention particulière accordée aux relations transnationales et à la politique comparée, la discussion des auteurs de sociologie et d'histoire, l'historicisation des processus sociaux qui ont donné corps à la politique moderne font de cet ouvrage un outil de travail indispensable et incomparable.

Par sa clarté pédagogique et son exhaustivité thématique et bibliographique, il est destiné à tous ceux qui s'intéressent à la science politique.